

Lettre aux collectivités locales

Juillet

2019

n°20

Jean-Michel Clément, député de la Vienne

Ratifier le CETA, c'est à terme menacer l'élevage et notre territoire rural.

www.jeanmichelclement.com

Une fois n'est pas coutume, je vous adresse in extenso le texte de mon intervention lors de la séance publique du 17 juillet à l'occasion du débat sur le projet de loi autorisant la ratification de l'accord économique et commercial avec le Canada, plus connu sous le nom de CETA.

« Madame la Présidente,
Monsieur le Ministre des affaires étrangères,
Monsieur le secrétaire d'Etat aux affaires européennes,
Madame la Présidente de la commission,
Monsieur le rapporteur,
Mesdames et Messieurs les rapporteurs pour avis,

Depuis plusieurs années, notre pays est en proie à un malaise démocratique, qui s'est exprimé avec une force inédite lors du mouvement des gilets jaunes et dont les racines proviennent, pour partie, de phénomènes relativement anciens et silencieux liés à la mondialisation.

Si l'objectif de créer des richesses ou, pour les pays non-industrialisés, de sortir de la pauvreté, était parfaitement louable au 20ème siècle, les dérives de plus en plus croissantes attachées aux échanges internationaux ont des conséquences néfastes qui peuvent conduire notre civilisation sur des chemins peu vertueux.

C'est pourquoi pour le groupe Libertés et Territoires, il n'est pas responsable de multiplier les accords multilatéraux de libre-échange, sans nous poser la question de savoir quel avenir nous souhaitons laisser à nos enfants ?

Quelle place nous voulons donner aux territoires et à nos savoir-faire ?

Et plus globalement quel sens et quelle réalité nous donnons à la démocratie ?

Montesquieu faisait de la vertu le principe actif de la démocratie. Or de plus en plus, l'intérêt général paraît s'effacer devant le pouvoir économique et financier des grandes multinationales.

Le Léviathan d'aujourd'hui n'est plus l'Etat décrit par Thomas Hobbes, mais celui de ces multinationales qui entendent nous imposer un mode de vie et un modèle de société qui ne correspondent pas aux valeurs de l'Union européenne et à ce que les Français veulent. Nos concitoyens attendent de nous que nous préservions nos modèles sociaux, environnementaux, agricoles, qui font notre identité et sont les plus à même de conduire à une croissance durable, respectueuse des hommes et des territoires.

Nous avons le devoir de les entendre. C'est un devoir que nous avons toutes et tous ici, dans cet hémicycle.

La démocratie c'est le pouvoir du peuple, alors redonnons au peuple toute sa place dans les grands choix de société qu'il nous incombe de faire.

Redonner toute sa place au peuple, c'est refuser de ratifier un accord négocié par des fonctionnaires européens non-élus.

Entre le mandat donné initialement à la commission européenne, il y a dix-huit ans, et l'autorisation de ratification qui nous est soumise aujourd'hui, le monde a connu de nombreux bouleversements. Ceux-ci ont été suffisamment importants pour que nous revisitions cet accord d'un point de vue démocratique. En pareille matière, on ne souffre jamais d'excès, mais toujours de déficit et celui-ci se transforme toujours en défiance.

C'est la raison pour laquelle, notre groupe aurait souhaité que ce traité de libre-échange soit remis en débat au sein de nos assemblées avant un retour devant le Parlement européen.

Nous estimons essentiel de repenser les modalités de négociation de ce genre de traités avec la consultation des parlements nationaux et de la société civile en amont, afin qu'une feuille de route claire soit adoptée pour chaque Etat

membre et que ces feuilles de route constituent la base du mandat de la commission européenne. En ne faisant pas cela, nous risquons d'alimenter la montée du nationalisme déjà très présent en Europe. Nous devons être extrêmement vigilants.

Tapis dans l'opacité des négociations de ce type d'accord, le risque majeur qui nous guette est celui de la dislocation du projet européen et de l'affaiblissement de la démocratie dans notre pays, une démocratie bien plus fragile qu'on veut le croire.

Mes chers collègues, outre la négation de nos valeurs démocratiques que représente le Ceta, celui-ci reflète également une vision ancienne – périmée - de nos relations commerciales avec le Canada, mais pas seulement.

Ce qui était vrai il y a dix-huit ans, ne l'est plus aujourd'hui !

Si les échanges commerciaux ont toujours été l'Alpha et l'Omega du développement du monde, nous savons désormais à quel point ils ont un impact négatif sur le climat.

Et cette dimension était absente de nos préoccupations lorsque les négociations de cet accord ont commencé. Cette seule raison suffirait à justifier que soit reconsidéré cet accord.

Aujourd'hui, il y a une urgence environnementale que nous ne pouvons plus occulter. Il en va de l'avenir de notre planète et de celui de nos enfants.

Dans nos échanges internationaux, il est désormais indispensable de prendre en considération non seulement les émissions de carbone, mais de manière plus globale l'empreinte carbone des importations.

Nous devons systématiquement nous poser les questions du coût environnemental des accords de libre-échange que nous signons et de leur intérêt au regard des problématiques actuelles et futures.

Pour le groupe Libertés et Territoires, une des problématiques majeures des échanges commerciaux au niveau international est l'impossibilité de taxer les émissions de carbone issue de ce type d'accords. C'est pourquoi, nous considérons qu'il n'est pas raisonnable de les encourager.

De plus, il y a, pour nous, dans le Ceta, un autre point d'achoppement. Il est lié aux standards de production respectueux de l'environnement que l'Europe impose aux produits européens et que le Canada n'applique pas à ses produits.

Il est évident que nous allons handicaper nos producteurs qui s'inscrivent dans cette prise de conscience mondiale que la dimension environnementale doit être au cœur de tous nos actes, de toutes nos productions, de tous nos échanges.

Notre société devenue trop consumériste, trop individualiste, doit désormais changer de logiciel pour que les comportements changent de manière pérenne.

En œuvrant à la signature de l'Accord de Paris, nous avons envoyé un signal fort de notre volonté d'aller vers un nouveau modèle de société et vers des relations internationales soucieuses du développement durable. Ne mettons pas à mal cela en envoyant un message inverse qui serait catastrophique.

Nous demander de ratifier le Ceta, ou demain le Mercosur, a quelque chose d'illogique dans la mesure où ces accords de libre-échange ne permettent pas d'atteindre les objectifs qui figurent dans l'Accord de Paris.

Ces accords ne sont pas cohérents avec les objectifs que l'Europe et la France se fixent en matière de pratiques agricoles durables et de lutte contre le changement climatique.

De plus, le Ceta n'est pas contraignant d'un point de vue environnemental. Le veto climatique récemment négocié n'y figure pas. Il n'existe pas dans l'accord.

Mes chers collègues, pour le groupe Libertés et Territoires, le Ceta est l'accord de trop.

Non seulement il porte atteinte à nos valeurs démocratiques et à notre démarche en faveur de la protection de l'environnement, mais il porte aussi atteinte à nos filières d'excellence et plus globalement à nos territoires de « la France du vide » qui, pour beaucoup, ne vivent que de l'élevage.

Rappelons que la taille moyenne du troupeau français est de 60 vaches et la part d'herbe dans la ration alimentaire est de 80% ! Ce même troupeau entretient 13 millions de d'hectares.

L'élevage bovins est bien plus qu'une question d'échanges commerciaux.

Aussi, l'importation de volumes supplémentaires de viande bovine va inévitablement déstabiliser les prix pratiqués sur le marché intérieur, entraîner une concurrence déloyale, laisser entrer des produits dont la sécurité alimentaire ne sera pas garantie et, à terme, tuer notre modèle agricole et nos petites et moyennes exploitations. Et ne me dites pas que nos exploitations ne sont pas compétitives quand le prix du kilo de viande il y a 7 ans était de 3.45 €, il était de 3.05€ pour un animal de moins de 300 kg le 8 juillet dernier au marché des Hérolles, au cœur de cette France périphérique ignorée des négociateurs.

Et que nous sommes le premier pays producteur de viande bovine en Europe !
Ce sont nos agriculteurs, qui ont aujourd'hui du mal à joindre les deux bouts et qui sont déjà fragilisés par la concurrence européenne, que nous allons mettre en danger.

A titre d'exemple, l'Aloyau européen sera confronté à l'entrée de 65 000 tonnes d'Aloyau en provenance du Canada, ce qui correspond à 15 % du marché. Nos producteurs ne pourront pas résister face à cette concurrence qui sera déloyale. De plus, quelle traçabilité aurons-nous de cette viande importée ?

Nous n'aurons aucun moyen de contrôler la qualité de ces produits parce qu'au Canada, les bovins ne sont identifiés qu'à l'abattoir, contrairement à la France où cette identification est obligatoire dès la naissance.

De plus, 80 % des entreprises américaines ont des filiales au Canada, ce qui constitue une sorte de cheval de Troie puisque les produits américains pourront être identifiés comme canadiens, en dehors de toute traçabilité, et être importés en Europe.

Aussi, comment peut-on raisonnablement accepter d'importer de la viande bovine du Canada qui est le 4ème producteur d'OGM au monde ? Nous ne pouvons laisser entrer sur notre territoire, envahir nos marchés et trôner dans nos assiettes des animaux nourris aux farines animales et dopés aux antibiotiques.

L'heure est aujourd'hui à la responsabilité.

Nous devons déterminer quel récit de l'avenir nous voulons ; un récit qui ne doit plus s'appuyer sur le « dogme de la croissance » parce-que celui-ci a un coût écologique et social que nos sociétés ne peuvent plus se permettre de supporter.

Nous devons avoir un regard empreint de lucidité et un imaginaire qui repense la société de demain. Les grands changements sociaux ont commencé par ceux qui ont imaginé que c'était possible.

Au sein du groupe Libertés et Territoires, nous pensons qu'un commerce mondial d'un nouveau genre est possible, il nous suffit de l'imaginer et de nous battre pour en faire une réalité au service d'une vision équilibrée du développement humain

Mes chers collègues, vous l'aurez compris, tout comme nombre de mes collègues, je voterai contre ce texte

Je vous remercie. »■